

Les tumeurs cérébrales, oubliées par les politiques de santé publique

Tribune collective*

A l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer, ce 4 février 2026, nous, associations mobilisées contre les cancers du cerveau, refusons le silence et le fatalisme. Nous dénonçons une injustice sanitaire, entretenue depuis des décennies par l'inaction politique et le sous-investissement privé.

Les chiffres sont implacables.

Les tumeurs cérébrales constituent la première cause de mortalité par cancer chez les enfants et les jeunes adultes. Le glioblastome, cancer cérébral le plus fréquent et le plus agressif chez l'adulte, demeure l'un des cancers au pronostic le plus sombre : survie médiane de douze mois et survie à cinq ans inférieure à 5 %.

Contrairement à la majorité des autres cancers, dont les taux de survie ont progressé de façon spectaculaire, ceux des tumeurs cérébrales stagnent depuis plus de trente ans. Trente années de retard. Trente années de renoncement collectif.

Les cancers du cerveau frappent sans distinction : enfants, adolescents, jeunes adultes, personnes plus âgées. Ils surgissent sans facteur de risque identifié, sans prévention possible, bouleversant brutalement des vies et laissant patients et proches face à une violence extrême.

Et pourtant, malgré cette gravité, les cancers du cerveau figurent parmi les moins financés et étudiés de l'oncologie. Invisibilisés, chroniquement sous-investis, ils restent absents des grandes priorités de santé publique et des stratégies de l'industrie pharmaceutique.

Cette mise à l'écart s'explique en partie par les défis propres à l'organe atteint. Le cerveau - organe vital, complexe, protégé par la barrière hématoencéphalique - rend la recherche plus longue, plus coûteuse, moins immédiatement rentable pour l'industrie pharmaceutique.

Mais cette complexité ne saurait justifier l'inaction. Car le cancer du cerveau

dérange aussi pour une autre raison : il met en lumière ce que notre société peine à affronter. Une maladie encore largement incurable, au pronostic extrêmement sombre, qui détruit progressivement l'identité, prive d'autonomie, et précipite une fin de vie souvent dévastatrice.

En effet, le cancer du cerveau ne se contente pas d'atteindre un organe : il touche au cœur de ce que nous sommes - la mémoire, le langage, la personnalité, l'autonomie. Cette atteinte progressive et globale de la personne alimente le malaise, le silence et trop souvent l'acceptation résignée qui entourent ces maladies.

« Cette situation n'est pas une fatalité. Jamais la recherche n'a disposé d'autant d'outils pour comprendre et combattre les cancers du cerveau »

Les associations mobilisées dans la lutte contre les cancers du cerveau

Aujourd'hui, le constat est sans appel : le cancer du cerveau demeure un angle mort des politiques de santé et des investissements des grands laboratoires, non pas parce qu'il serait hors de portée de la science, mais parce qu'il n'a jamais été traité comme une priorité nationale.

Cette situation n'est pas une fatalité. Jamais la recherche n'a disposé d'autant d'outils pour comprendre et combattre les cancers du cerveau. Les avancées récentes en biologie moléculaire, en génomique, en immunothérapie et en intelligence artificielle ouvrent des perspectives réelles et inédites.

La France dispose d'équipes médicales et scientifiques de premier plan, reconnues internationalement. Ce qui manque aujourd'hui, ce ne sont ni les compétences ni les idées, mais une

décision politique claire et des moyens à la hauteur de l'enjeu.

C'est pourquoi nous interpellons solennellement la ministre de la Santé, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ainsi que la direction de l'Institut national du cancer : le statu quo n'est plus défendable.

Nous appelons à une mobilisation immédiate et à des décisions concrètes, et demandons aux pouvoirs publics de :

- créer un plan national tumeurs cérébrales d'ici à 2027, pour coordonner la recherche, les essais cliniques et l'accès aux innovations sur l'ensemble du territoire ;
- tripler le budget de l'INCa et allouer une enveloppe de 50 millions d'euros par an dédiée à la recherche fondamentale et clinique sur les cancers du cerveau, afin d'accélérer la compréhension de ces tumeurs, le développement de nouveaux traitements et le renforcement des équipes ;
- faciliter de manière drastique et accélérer l'accès des patients aux essais cliniques, le plus souvent dédiés à d'autres cancers ;
- mettre en œuvre immédiatement le registre national des cancers, piloté par l'Institut national du cancer, en priorisant les cancers de mauvais pronostic, notamment ceux du cerveau et du pancréas.

Le 4 février 2026 doit être un point de bascule. L'inaction n'est plus une neutralité : c'est une responsabilité. Le cancer du cerveau doit sortir du silence et devenir, enfin, une priorité nationale. ■

** Marie-Claude Berthy est présidente de l'Association pour la recherche sur les tumeurs cérébrales (ARTC). Pauline Crucis-Mouline est ambassadrice pour l'Institut du cerveau. Dominique Figarella-Branger est présidente d'ARTC Sud. Christophe Gusman est président de l'association AmourAmourAmour. Alexandra Joffo-Curiel est ambassadrice pour l'Institut du cerveau.*